Commission Statut de l'Arbitrage

Réunion du 7 septembre 2022

Présents : MM. Joël LEBLANC, Bruno DETERNE, Guy CHAMBRIER, Didier GATEFIN, Michel LAVENU, Christian VIRARD

Excusé : M. Allan DEVILLE

Assiste:

- Anita FOUQUET (secrétaire administrative)

La séance est ouverte sous la Présidence de Monsieur Joël LEBLANC.

Le Procès-verbal du 8 juin 2022, publié sur le site internet du District https://indre.fff.fr est adopté à l'unanimité.

Joël LEBLANC ouvre la séance en souhaitant la bienvenue à tous les membres. Il informe la commission de la démission de Claude Joseph pour raisons personnelles. Il est remercié pour services rendus à l'arbitrage, en tant qu'arbitre, puis observateur, membre de la Commission des arbitres et membre de la Commission du Statut de l'arbitrage

I- Réforme du statut de l'arbitrage (appliqué à compter du 1er juillet 2022)

Règlement du Statut de l'arbitre

« Section 3 – Couverture du club
Le nombre d'arbitres que les clubs sont tenus de mettre à la disposition de leur District, de leur Ligue régionale ou de la Fédération, est fixé à l'article 41 du présent statut.

Article 33 – Conditions de Couverture
Sont considérés comme couvrant leur club au sens dudit article :
a) les arbitres licenciés au club, rattachés à celui-ci et renouvelant à ce club jusqu'au 31 août,
b) les nouveaux arbitres amenés à l'arbitrage par ce club, *dans le respect de la procédure de l'article 24,*
c) Les arbitres *nouvellement* licenciés dans ce club dans les conditions des articles 30 et 31, *provenant d'un autre club ou indépendants*, après décision de la Commission compétente du Statut de l'Arbitrage, si leur demande est motivée par l'une des raisons suivantes :
– changement de résidence de plus de 50 km et siège du nouveau club situé à 50 km au moins de celui de l'ancien club et à 50 km au maximum de la nouvelle résidence de l'arbitre ;
– départ du club quitté motivé par le comportement violent de membres du club, une atteinte à l'intégrité du corps arbitral ou à la morale sportive, dont la Commission compétente apprécie la gravité ;
– modification de situation professionnelle ou personnelle, laissée à l'appréciation de la Commission compétente ;
Tout arbitre, licencié dans un club dans les conditions des articles 30 et 31, n'ayant pu obtenir son rattachement à un nouveau club peut revenir, s'il le souhaite, à la situation d'origine.
d) les arbitres qui ont muté vers ce club et y ont été licenciés en tant qu'arbitre pendant au moins quatre saisons ou qui sont indépendants depuis au moins quatre saisons.

e*) les arbitres ayant quitté ce club mais qui continuent de figurer dans son effectif en application des dispositions de l'article 35.*

f) les arbitres changeant de club ou de statut dans les cas particuliers prévus à l'article 32

g) les « Jeunes arbitres » et « Très jeunes arbitres » au sens de l'article 15 du présent statut, aux conditions définies par la Ligue régionale, et votées par son Assemblée Générale, pour l'ensemble des Districts qui la composent,

h) les arbitres-joueurs, en fonction de la réalisation de leur quota de matchs,

i) les arbitres *de club, dans les conditions fixées à l'article 41 ci-après,*

Sauf dispositions contraires votées en Assemblée Générale de Ligue ou de District, un arbitre officiel peut aussi couvrir un club n'appartenant pas au District ou à la Ligue du ressort de son domicile dès lors que les dispositions des articles 30.2 et 31.2 sont respectées et qu'il est licencié dans la Ligue à laquelle son club appartient.

Article 34

1. Les arbitres ont l'obligation de diriger un nombre minimum de rencontres par saison. Ce nombre et ses modalités de comptabilisation sont fixés pour tous les Districts d'une Ligue régionale par le Comité de Direction de celle-ci sur proposition de la Commission Régionale de l'Arbitrage. Il peut être réduit prorata temporis pour les arbitres stagiaires.

2. Si, au 15 juin, un arbitre n'a pas satisfait à ses obligations, il ne couvre pas son club pour la saison en cours.

Toutefois, un arbitre ayant effectué jusqu'à 4 matchs de moins que le minimum exigé pourra tout de même couvrir son club à condition qu'un autre arbitre du même club, respectant le minimum exigé pour couvrir son club, soit en mesure de compenser le nombre de matchs manquant en ayant officié davantage que le minimum exigé. Plusieurs arbitres ne peuvent pas compenser le minimum exigé pour un seul et même arbitre sur une saison. Un seul et même arbitre ne peut pas compenser les minima exigés pour plusieurs arbitres sur une saison.

Il faut entendre par "son club", non seulement le club auquel il était rattaché lors de la saison au cours de laquelle il n'a pas dirigé le nombre de rencontres requis, mais également tout autre club auquel il pourrait se licencier, y compris pour une des raisons prévues par l'article 33.c du présent statut, ou à la suite d'une fusion entre deux ou plusieurs clubs.

S'il n'a pas satisfait à l'obligation du nombre de matchs la saison suivante, il est considéré comme ne faisant plus partie du corps arbitral, *sauf raison, notamment médicale, retenue par la Commission compétente du Statut de l'Arbitrage sur demande de l'arbitre.*

Article 35 – Couverture et démission

1. Si un arbitre *démissionne* du club postérieurement au 31 août, le club quitté compte l'arbitre dans son effectif jusqu'à la fin de la saison en cours, sauf s'il cesse d'arbitrer.

2. Dans le but de privilégier les clubs ayant présenté un nouvel arbitre ayant effectué le nombre de matchs requis, lorsque cet arbitre en démissionne, le club en cause continue pendant deux saisons à le compter dans son effectif, sauf s'il cesse d'arbitrer.

3. Dans le but de privilégier les clubs réussissant à fidéliser les arbitres, lorsqu'un arbitre ayant été licencié dans un club pendant un minimum de 5 saisons consécutives démissionne de celui-ci, ce club continue pendant une saison à le compter dans son effectif, sauf s'il cesse d'arbitrer

4. L'arbitre démissionnaire ne pourra couvrir un éventuel nouveau club qu'après un délai de quatre saisons après sa démission.

5. Le prochain club de l'arbitre démissionnaire devra s'acquitter d'un droit de mutation, qui pourra en partie ou totalement être redistribué au club qui l'a amené à l'arbitrage. La Ligue fixe le montant de ce droit de mutation et les modalités de sa redistribution (la Ligue quittée en cas de mutation interligue)*.

6. *Les dispositions 2 et* 3 ne sont toutefois pas applicables lorsque *la démission* de l'arbitre est motivée par le comportement violent de membres du club ou une atteinte à l'intégrité du corps

arbitral ou à la morale sportive *et que la Commission compétente du Statut de l'Arbitrage a considéré que ce motif pouvait être retenu*.
7. *Les dispositions 4 et 5* ne sont toutefois pas applicables lorsque *la démission* de l'arbitre est motivée *par un des motifs figurant à l'article 33.c*) *du présent Statut et que la Commission compétente du Statut de l'Arbitrage a considéré que ce motif pouvait être retenu.*
8. Les dispositions 2 et 3 s'appliquent de manière cumulative.

Article 35 bis – Arrêt définitif
Lorsqu'un arbitre décide d'arrêter définitivement l'arbitrage, il continuera de couvrir, pendant une saison, le dernier club dans lequel il était licencié, sous réserve d'avoir été licencié au sein de ce club lors des 10 dernières saisons avant son arrêt définitif.

**La Ligue Centre Val de Loire fixe le montant de ce droit de mutation et les modalités de sa redistribution (la Ligue quittée en cas de mutation inter ligue) comme suit :*
- Droit de mutation 500 €
- Sur ces 500€, 300€ sont reversé au club formateur (si club formateur est dans la LCVL)
Les 200€ restant seront affecté aux clubs ou arbitres ayant œuvrés pour l'arbitrage cette saison.

II – Examen des démissions d'arbitres

- **MARQUES Remy**

Club quitté : FC Bas Berry
Club accueil : US Montgivray

Le club d'accueil évoluant en Régional, la Commission transmet le dossier à la Commission Régionale pour étude.

- **TALLAOUI Nourredine**

Club quitté : SC Vatan
Club accueil : EGC Touvent Cx
Après examen du dossier, la Commission constate :

- Que la démission du club quitté a été faite conformément aux dispositions des articles 26, 30 et 33 du Statut de l'Arbitrage.
- Que le club du SC Vatan n'a pas contesté les raisons de la démission, comme le paragraphe 3 de l'article 30 lui en donnait la possibilité.
- Que jugeant les motivations de **Monsieur TALLAOUI Nourredine** conformes à l'article 33.c (départ du club quitté motivé par le comportement violent de membres du club, une atteinte à l'intégrité du corps arbitral ou à la morale sportive).

La Commission décide :

- Que Monsieur **TALLAOUI Nourredine** pourra être licencié, couvrir et représenter le club EGC Touvent cx dès le début de la saison 2022/2023 pour être en conformité avec l'article 41 du Statut de l'arbitrage
- Conformément à l'article 37.7 la commission n'applique pas de droit de mutation arbitre.

Avis de la commission : article 33 retenu

Représentera EGC Touvent Cx des le 1er juillet 2022.

- **CORBILLON Bernard**

Club quitté : SA Issoudun
Club accueil : A St Valentin
Après examen du dossier, la Commission constate :

- Que la démission du club quitté a été faite conformément aux dispositions des articles 26, 30 et 33 du Statut de l'Arbitrage.
- Que le club des SA Issoudun n'a pas contesté les raisons de la démission, comme le paragraphe 3 de l'article 30 lui en donnait la possibilité
- Que jugeant les motivations de **Monsieur CORBILLON Bernard** conformes à l'article 33.c (départ du club quitté motivé par le comportement violent de membres du club, une atteinte à l'intégrité du corps arbitral ou à la morale sportive).

La Commission décide :

- Que Monsieur **CORBILLON Bernard** pourra être licencié, couvrir et représenter le club A. Saint Valentin dès le début de la saison 2022/2023 pour être en conformité avec l'article 41 du Statut de l'arbitrage
- Conformément à l'article 37.7 la commission n'applique pas de droit de mutation arbitre.

PEPIN Antonin
Club quitté : FC Luant
Club accueil : AC Villers

Le club d'accueil évoluant en Régional, la Commission transmet le dossier à la Commission Régionale pour étude

<u>Droit de mutation (article 35)</u>
Total « Droit de mutation » = 0

- Part redistribuée aux clubs formateurs : 0€
- Cagnotte à l'attention des clubs investis dans l'arbitrage : 0€

III - Etude des clubs dont l'équipe première évolue en compétition départementale et n'ayant pas d'arbitre ou en nombre insuffisant au 01/09/2022

CUBS	niveau	Obligation Article 41	Arbitres couvrant le club en 2022-2023	Nombre années infraction
PATRIOTE AMBRAULT	**D4**	**1**	**0**	**1ère année**
US ARGY	**D4**	**1**	**0**	**3ème année**
ES ARPHEUILLES CLION	**D2**	**1**	**0**	**1ère année**
US AZAY LE FERRON	**D3**	**1**	**0**	**2ème année**
US BUXEUIL	**D3**	**1**	**0**	**4ème année**
ACS BUZANCAIS	**D1**	**2**	**1**	**2ème année**
FC CEAULMONT	**D4**	**1**	**0**	**1ère année**
AS CHABRIS	**D2**	**1**	**0**	**1ère année**
FC BAS BERRY	**D4**	**1**	**0**	**1ère année**
ECF BVN	**D1**	**2**	**1**	**2ème année**
AS COINGS CERE	**D3**	**1**	**0**	**2ème année**
ETOILE CX	**D1**	**2**	1	**1ère année**
FC FONTCHOIR Cx	**D4**	**1**	**0**	**1ère année**
ECL ST CHRISTOPHE CX	**D3**	**1**	**0**	**2ème année**
SS ECUEILLE	**D1**	**2**	**1**	**2ème année**
US LIGNAC	**D4**	**1**	**0**	**4ème année et +**
LINIEZ AC	**D3**	**1**	**0**	**2ème année**
AS MARON	**D4**	**1**	**0**	**2ème année**
ES MERS MONTIPOURET	**D3**	**1**	**0**	**2ème année**
O. MONTCHEVRIER	**D4**	**1**	**0**	**4ème année et +**
EC MOSNAY	**D4**	**1**	**0**	**2ème année**
AAE NOHANT VIC	**D3**	**1**	**0**	**3ème année**
FC OBTERRE	**D3**	**1**	**0**	**1ère année**
JS PALLUAU	**D3**	**1**	**0**	**4ème année et +**
JS PRUNIERS	**D4**	**1**	**0**	**1ère année**
US REUILLY	**D1**	**2**	**0**	**2ème année**
FC2S (sarzay + St Denis de J)	**D3**	**1**	**0**	**2ème année**
EC SASSIERGES ST G.	**D4**	**1**	**0**	**2ème année**
SC SEGRY	**D4**	**1**	**0**	**4ème année**
AC SAINT AOUT	**D4**	**1**	**0**	**3ème année**
AS ST GAULTIER T.	**D2**	**1**	**0**	**2ème année**
CA SAINT GENOU	**D3**	**1**	**0**	**4ème année et +**
ASCP SAINT MARCEL	**D4**	**1**	**0**	**4 année et +**
US TILLY	**D4**	**1**	**0**	**2ème année**
FC TOURNON	**D4**	**1**	**0**	**1ère année**
USB VENDOEUVRES	**D1**	**2**	**1**	**1ère année**
EC VEUILLOIS	**D3**	**1**	**0**	**2ème année**
US VILLEDIEU	**D2**	**1**	**0**	**1ère année**
ES VINEUIL-BRION	**D3**	**1**	0	**1ère année**

ARBITRES AVEC UN DOSSIER INCOMPLET au 31 août 2022 (hors clubs en infraction)

La commission informe les clubs ci-dessous que les arbitres ont 60 jours, à compter du renouvellement de leur licence, pour fournir les pièces du dossier médical. Passé ce délai, ils seront considérés comme « n'ayant pas renouvelé leur licence » et ne couvriront pas le club.

- KINA Didier (US St Maur)
- CHBANI Boumedien (US Le Poinçonnet)
- ALLAL Rachid (US Poinçonnet)
- MAILLET Pascal (US Montgivray)
- FADY Maxime (FC Levroux)
- ARCHAMBEAU Christopher (CS Eguzon)
- BOURDON Jean Philippe (SS Ecueillé)
- CHIBOUT Bachir (EGC Touvent cx)
- RIPOTEAU Anthony (US La Chatre)
- RENAUD Frédéric (US Le Blanc)
- CHALUMEAU Mathis (US Aigurande**)**

Clubs de Départementale 5 n'ayant pas d'arbitre :

- AS ANJOUIN
- AS VARENNOISE
- SC TENDU
- US VOUILLON

Liste des arbitres indépendants :

- Monsieur DEVILLE Allan
- Monsieur GUENA Mourad

Intervention de Marc TOUCHET

Le Président du District intervient en fin de réunion pour présenter Lucas BAUDON, Conseiller Technique en Arbitrage, en charge des départements de l'Indre et du Cher pour développer et mettre en œuvre la politique départementale de l'arbitrage dans les domaines de la formation, du recrutement, de la détection et de la fidélisation des arbitres.

Prochaines réunions :

- Mercredi 8 mars 2023 à 17 h 30.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h 30.

Le Président de la Commission
Joël LEBLANC